

**Cahier des clauses particulières - CCP n°PA-25013**

**Marché passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7  
du Code de la commande publique**

**FOURNITURES COURANTES**

**FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE POUR LE CENTRE  
HOSPITALIER « BEL AIR » à CORCOUE SUR LOGNE**

**Pouvoir adjudicateur / acheteur :**

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »  
(établissement support du GHT44)  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette  
44093 – NANTES CEDEX  
SIRET : 26440013600471

# TABLE DES MATIERES

## Table des matières

1

<b>I. CLAUSES ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>4</b>
I.1 OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
I.2 ALLOTISSEMENT - FORME - DUREE DU MARCHE.....	4
I.3 DELAIS D'EXECUTIONS .....	4
I.4 RECEPTION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	4
I.5 CONFORMITE DES INSTALLATIONS — CONTROLE TECHNIQUE .....	5
I.6 FORMATION DU PERSONNEL.....	5
I.7 GARANTIE.....	5
I.8 DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
I.13 DEPENSES DIVERSES .....	7
I.14 CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	7
I.15 RESILIATION.....	8
I.1 DEROGATIONS AU CCAG .....	9
<b>II. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>10</b>
II.1 OBJET DU MARCHE SUR LE PLAN TECHNIQUE .....	10
II.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....	10
II.3 DEPOSE REPRISE DE L'EXISTANT .....	12
II.4 NORMES, REGLEMENTATION .....	12
II.5 DEROULEMENT DES TRAVAUX D'INSTALLATION.....	12
II.6 RECEPTION DES INSTALLATIONS .....	13
II.7 MAINTENANCE .....	13

## Préambule

Le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après GHT 44 a été créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de loi de modernisation du système de santé, en vue de coordonner les établissements publics de santé du territoire autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

**Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants** : le CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, le CH Saint-Nazaire, le CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), l'HI de la Presqu'île de Guérande, l'HI Sèvre et Loire (Vertou), l'HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN Blain, le CH Erdre et Loire (Ancenis), le CH Georges Daumézon (Bouguenais), le CH Savenay, l'Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), le CH Pierre Delaroche (Clisson) et le CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat**. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des Marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : le GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), le GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), le GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et le GCS du Pays de Retz (Pornic).

### Répartition des compétences au sein du GHT :

**En phase de passation du Marché**, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation, la signature et la notification du Marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

### **En phase d'exécution du Marché :**

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du Marché (prise en charge des modifications du Marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du Marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du Marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du Marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



# **I. CLAUSES ADMINISTRATIVES**

## **I.1 OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet le remplacement du groupe électrogène du CH BEL AIR.

Le Centre Hospitalier Bel Air est un établissement médico-social mentionné au 6° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles pratiquant à titre permanent un hébergement collectif et des soins pris en charge en tout ou partie par l'assurance maladie au titre de l'article L.162-24-1 du Code de la Sécurité Sociale.

Il est situé au 23 rue Bel Air 44650 Corcoué sur Logne.

## **I.2 ALLOTISSEMENT - FORME - DUREE DU MARCHÉ**

Le marché n'est pas alloti. Il est ordinaire et est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification au titulaire.

## **I.3 DELAIS D'EXECUTIONS**

Les délais d'exécutions sont ceux indiqués par le Titulaire dans son offre financière, sur lesquels il s'est engagé. Le délai maximum de livraison (comprenant la fourniture, livraison et l'installation) ne pourra excéder **8 semaines** à compter de la date de notification du marché.

Si le Titulaire a proposé des délais plus courts dans son offre, ceux-ci s'appliqueront.

Tout retard dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues l'article **I.12** du présent CCP.

## **I.4 RECEPTION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

La réception sera réalisée dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG \_ FCS. La date d'admission portera point de départ du délai de garantie.

Les vérifications qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de l'installation (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 30 du CCAG-FCS.

### **Vérifications qualitatives :**

Si l'installation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande, l'établissement bénéficiaire pourra :

- Soit procéder à l'ajournement dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'équipement ; la fourniture devra alors faire l'objet des mises au point préconisées dans le délai indiqué dans le courrier d'ajournement. Ce délai ne devra pas être supérieur au délai de livraison initial.
- Soit la refuser ; notamment en cas d'insalubrité ; elle doit être alors immédiatement remplacée. Le courrier de refus précisera le nouveau délai attendu.

- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un accord commun écrit ; le défaut d'accord entraînera le refus de la fourniture.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire

### **I.5 CONFORMITE DES INSTALLATIONS — CONTROLE TECHNIQUE**

Après réception des équipements, il sera effectué, à la charge du titulaire, en présence du personnel du CH Bel Air chargé d'exploiter le groupe électrogène une série d'essais de démarrages automatiques, arrêts, lorsque le matériel sera complètement installé et raccordé.

### **I.6 FORMATION DU PERSONNEL**

Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser l'installation.

### **I.7 GARANTIE**

Le délai de garantie sera de 24 mois minimum à compter de la réception complète de l'installation. Le candidat est toutefois invité à présenter un délai plus long à l'appui de son offre, dans son annexe financière.

Les équipements sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière (vice caché). Par ailleurs, le candidat précisera dans son offre les prestations comprises dans la garantie : délai, main d'œuvre, déplacement, changement des pièces, pièces éventuellement non couverte par la garantie, etc. Elle devra, au minimum, inclure le changement de la pièce défectueuse ou cassée. A défaut de précision dans l'offre du candidat sur les prestations comprises dans la garantie, celle-ci sous-entend une prise en charge complète de l'ensemble des frais liés à la réparation.

Le fait que la maintenance du matériel objet du marché soit réalisée par une tierce entreprise selon les gammes de maintenance et le manuel de service du constructeur ne pourra faire obstacle à l'application de la garantie due par le titulaire du marché.

### **I.8 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, :
  - L'Annexe financière du candidat
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PA-25013) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Plan de masse
  - Annexe 2 : Plan de situation
  - Annexe 3 : Recueil info ets corcoué
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- L'Offre technique du Titulaire

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau de Réponse et de Prix, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

## **I.9     PRIX**

Les prix de référence seront les prix forfaitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et ses annexes éventuelles. Les prix nets HT seront fermes pour la durée du marché.

Les prix de règlement de l'offre retenue seront les prix forfaitaires nets TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification de l'admission des équipements. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'installation et à la mise en service.

## **I.10   AVANCE**

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

## **I.11   PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulatives. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

En cas de retard de livraison manifeste du seul fait du Titulaire, celui-ci peut encourir, par jour de retard, des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : **400 € HT** par jour ouvré de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations pour lequel le Titulaire s'est engagé ou à la date d'installation définie ci-dessus.

## **I.12 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Il est fait application de l'article 45 du CCAG FCS.

## **I.13 DEPENSES DIVERSES**

Les dépenses d'installations, équipements et mesures particulières en matière de sécurité et de protection de la santé sont réputées rémunérées par les prix du marché. Les sociétés intervenantes doivent laisser les locaux propres et libres de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont elles sont chargées. Un nettoyage des locaux sera nécessaire :

- Avant réception des prestations,
- Après enlèvement des équipements existants.

## **I.14 CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS.

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence au Marché, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

**La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)**

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie : VOIR ANNEXE « recueil info ets Corcoué »

## **I.15 RESILIATION**

Le Titulaire peut mettre fin à l'exécution du marché dans les conditions prévues aux à l'article 40 du CCAG-FCS.

L'établissement bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution d'un marché dans les conditions prévues aux articles 41 et 42 du CCAG-FCS.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande émis par un établissement ;
- Le Titulaire a apporté sans approbation de l'établissement des modifications sur un élément substantiel des prestations ou des fournitures ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché notamment en cas de :
  - Retard dans l'exécution des prestations et/ou de retard de livraison répétés ;
  - Erreurs de facturation répétées ;
  - Manquements répétés au CCP ;
  - Non-conformité des produits au CCP et/ou aux fiches techniques.
- Le Titulaire n'informe pas de manière répétée l'établissement des ruptures d'approvisionnement ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité. Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

## **I.16 CLAUSE DE REEXAMEN**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

## **I.17 RESPONSABILITES ET ASSURANCE**



Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l’occasion de l’exécution des prestations, objet du présent Contrat, qu’il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance.

## **I.18 LITIGES**

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

### **I.1 DEROGATIONS AU CCAG**

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article I.4	Article 30.1
Article I.8	4.2.1
Article I.12	14.1
Article I.16	42

## II. CLAUSES TECHNIQUES

### II.1 OBJET DU MARCHÉ SUR LE PLAN TECHNIQUE

Le marché concerne la fourniture d'un groupe électrogène de sécurité et de remplacement à moteur diesel à démarrage automatique d'une puissance de 400 KVA pour le Centre Hospitalier Bel Air 23 rue Bel Air 44650 Corcoué sur Logne.

Cet établissement est un ERP de 4eme catégorie de type U.

Le groupe électrogène à fournir dans le cadre du présent marché est destiné à remplacer un groupe électrogène de sécurité existant d'une puissance de 350 KVA.

Le groupe électrogène à fournir a pour objet :

- De secourir l'installation de désenfumage existante en cas d'incendie en application des articles EL12 et EL13 du règlement de sécurité incendie avec inhibition de ses protections et fonctionnement de ce dernier en marché dégradée,
- De remplacer l'alimentation normale de l'établissement en cas de <black-out>, donc secourir l'établissement au sens du décret 2009-597 du 26 mai 2009 pris pour l'application de la loi 2044-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile pendant au moins 48 heures.

### II.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Cet équipement est destiné à fonctionner en solo.

Puissance = 400 KVA

Fréquence = 50 Hz

Tension = 400/230 V – Triphasé Régime  
de neutre de l'utilisation : TNC

Le groupe électrogène actuel sera à déposer par le prestataire choisi. Le nouveau sera installé en lieu et place de ce dernier sur la dalle béton existante.

Temps de commutation inférieur ou égal à **10 secondes** :

Après un temps maximal de commutation de 10 secondes, le groupe devra être en mesure de fournir 100% de sa puissance nominale. La puissance demandée pourra être fournie par paliers.

Réservoir journalier carburant intégré dans le châssis selon la technologie proposée.

Raccordement à la cuve existante.

- Moteur diesel 4 temps à refroidissement liquide.
- Filtre à air à cartouche interchangeable.
- Pompe et flexibles de vidange huile moteur.
- Flexible supplémentaire d'échappement.
- Alternateur IP 23, classe T°= H, Classe d'isolement H

- Résistance anti-condensation
- Disjoncteur de puissance.
- Bouton d'arrêt d'urgence
- Dispositif de commande surveillance et télésignalisation complet (voire norme)
- Vanne police coupure fioul

Contrôle commande :

Le contrôle commande et la régulation électronique pourront être regroupés sur une seule unité. Cette unité déclenchera le démarrage automatique du groupe électrogène en cas de perte totale du réseau ou en cas de dépassement des limites de la tension réseau spécifiées à la norme NFE37-312. Cet appareillage devra également déclencher la reconnexion du réseau électrique normal à l'utilisation et provoquer l'arrêt du groupe électrogène lorsque le réseau sera à nouveau présent ou lorsque la tension sera revenue à l'intérieur des limites convenues.

Equipements :

Cette unité comportera les équipements suivants :

➤ Instrumentation

- Ampèremètre avec sélecteur de phases
- Voltmètre avec sélecteur de phases
- Fréquencemètre/compte tours
- Compteur horaire
- Voltmètre batterie
- Indicateur Pression Huile
- Indicateur Température Eau
- Sélecteur de marche/arrêt/auto
- Bouton Poussoir test lampes et acquittement défaut
- Bouton Poussoir arrêt d'urgence

➤ Signalisation disponible en local sur l'unité de contrôle commande :

- Pression huile basse
- Température eau élevée
- Survitesse/arrêt d'urgence
- Non démarrage
- Protection différentielle
- Tension batterie coffret basse
- Tension batterie moteur basse
- Neutralisation des alarmes
- Niveau bas fuel.

➤ Télésignalisation

L'unité de contrôle commande comportera un dispositif bornier ou automate Modbus permettant le report à distance des informations suivantes :

- Arrêt d'urgence à distance
- Alarme groupe (général)

- Hors mode auto
- Niveau bas fuel
- Température moteur haute
- Non démarrage
- Pression huile basse
- Groupe disponible
- Surcharge

Le groupe devra comporter sa propre protection contre les défauts de mise à la terre.

Matériel neuf, avec documentation technique, nomenclature des pièces, manuel d'exploitation, manuel de maintenance version papier et bureautique, caisse à outils de maintenance standard (1<sup>er</sup> et second niveau). Manutention et installation dans le local prévu. Livré complet en ordre de marche avec huile, liquide de refroidissement, réservoir carburant plein.

### **II.3 DEPOSE REPRISE DE L'EXISTANT**

Le site du CH Bel Air comporte déjà un groupe électrogène de 350 KVA. Il revient au titulaire du marché de déposer ce groupe et ses auxiliaires.

### **II.4 NORMES, REGLEMENTATION**

Le matériel devra être conforme à la norme NFE 37.312 et l'installation respecter la norme NFS 61-940. Plus généralement, l'installation doit respecter les exigences du règlement de sécurité incendie en ERP – arrêté du 25 juin 1980 (articles EL).

### **II.5 DEROULEMENT DES TRAVAUX D'INSTALLATION**

Les travaux d'installation du groupe électrogène et de dépose de l'existant devront s'effectuer dans un temps limité **(maximum 8 semaines à partir de réception de la commande)** afin de minimiser le temps d'indisponibilité du secours électrique existant sur le site.

Les travaux d'installation feront l'objet d'une préparation à laquelle le titulaire devra participer.

Le titulaire s'engage à réaliser l'installation du matériel objet du marché dans des délais courts correspondant au calendrier prévisionnel de réalisation des travaux qui sera élaboré lors de la préparation de ceux-ci.

## **II.6 RECEPTION DES INSTALLATIONS**

Il sera effectué, à la charge du titulaire, en présence du personnel du CH Bel Air chargé d'exploiter le groupe électrogène une série d'essais de démarrages automatiques, arrêts, lorsque le matériel sera complètement installé raccordé.

## **II.7 MAINTENANCE**

La maintenance du groupe électrogène installé dans le cadre du présent marché sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché de maintenance des groupes électrogènes basse tension du CH BEL AIR. La validité de la garantie constructrice du groupe électrogène ne pourra être remise en cause par le fait que la maintenance est assurée par une tierce entreprise.

Il appartient au titulaire du présent marché de fournir au CH BEL AIR le plan de maintenance du matériel livré.